



**DROITS HUMAINS  
ET DÉVELOPPEMENT**

Santé et Protection Sociale



# L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ (ECS)

Incubateur d'accès aux droits,  
vecteur de transformation sociale  
et de respect de la diversité

#MondeEnCommun





« Face aux importantes régressions constatées au cours de la décennie écoulée dans de nombreuses régions du monde, la France a adopté, à l'occasion des 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une stratégie inédite "Droits humains et développement". S'inscrivant pleinement dans le cadre de l'action de la France pour l'atteinte des Objectifs de développement durable, **cette stratégie réaffirme le lien indissociable entre la réalisation des droits humains et le développement**. Si la crise sanitaire mondiale a parfois servi de prétexte à des violations des droits humains, elle a également permis de démontrer l'universalité et l'interdépendance de ces droits. Le droit à une information fiable et pluraliste est ainsi apparu comme un bien public indispensable pour un traitement efficace et juste de la crise. Le lourd tribut payé par les populations les plus vulnérables, du fait de leur pauvreté ou des discriminations dont elles sont victimes, souligne également le chemin qui reste à parcourir pour assurer un plein respect des droits fondamentaux, tels que l'égalité d'accès à la santé, le droit à un logement décent, le droit à un niveau de vie suffisant, le droit de toute personne à la sécurité sociale... C'est à ces enjeux que la politique de coopération au développement menée par la France entend répondre ».

« La stratégie "Droits humains et développement" fixe **une nouvelle méthode pour que nos actions de solidarité internationale contribuent pleinement au respect des droits humains et soient résolument plus durables**. La conception du développement défendue par la France repose sur l'idée que si la réalisation des droits humains est l'idéal commun à atteindre, c'est également le moyen de parvenir à un développement durable. Ainsi, les **programmes de développement ne sont plus appréhendés uniquement comme une action de solidarité** mais également comme un outil de soutien à la mise en œuvre des obligations internationales des États en matière de droits de l'Homme. Pour atteindre cet objectif, la France s'est engagée sur deux aspects : **s'assurer que tous les projets et programmes qu'elle finance ne portent pas atteinte aux droits humains, et que ceux-ci, tous secteurs confondus, tendent à produire un maximum d'effets positifs pour la réalisation des droits humains** ».

Source :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/droits-humains-et-developpement/>

Agence française de développement (AFD) 5, rue Roland Barthes, 75012 Paris.  
Création graphique et réalisation Ferrari / Kokliko

Crédits et autorisations



License Creative Commons  
Attribution – Pas de commercialisation – Pas de modification  
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD.

Photo couverture © Franck Galbrun.



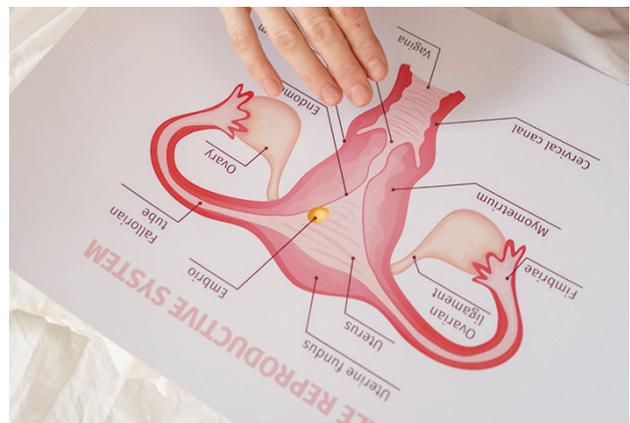


Cours d'éducation sexuelle et de lutte contre le VIH et les grossesses précoces (République Dominicaine).  
©Franck Galbrun.

Le droit à l'éducation et le droit à la santé sont consacrés comme des droits fondamentaux dans de nombreux traités internationaux tels que la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 24), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 12), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art.12) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées (art. 25). Le droit à la santé se retrouve également dans les systèmes juridiques régionaux de protection des droits<sup>4</sup>. Le droit à l'ECS, à l'instar de tous les droits humains, impose trois catégories d'obligations aux États parties : les obligations de respecter, de protéger et de mettre en œuvre ces droits. Or, les arsenaux juridiques de nombre de pays ne garantissent pas un accès égal, sans discrimination, au droit à l'ECS.

<sup>4</sup> Au niveau européen, ce droit se trouve consacré par la Charte sociale européenne (1961), la Convention de Lanzarote (2007) sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, et la Convention d'Istanbul (2011) sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les engagements relatifs aux politiques en matière d'éducation à la sexualité ont également été soulignés dans d'autres traités régionaux, à l'instar du Protocole de 2005 à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo, art. 12 et art. 14).

L'ECS se retrouve également au cœur de l'enjeu de la réalisation de certains objectifs de développement durable (ODD 3, cible 3.7, ODD 5, cible 5.6, ODD 16, cibles 16.1 et 16.10). Au croisement de plusieurs piliers de l'action extérieure de la France comme la promotion des droits humains et de l'égalité femmes-hommes, la lutte contre la mortalité maternelle et infantile et la santé mondiale, et son action extérieure en direction de la jeunesse, l'ECS s'inscrit résolument dans une dynamique européenne basée sur la Stratégie européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Union européenne (2020-2025), et dans le cadre du Plan d'action genre de l'UE pour la période 2021-2025 (GAP III).



©CTechnical / Pexels.

# ILLUSTRATIONS DE SOLUTIONS À PARTIR DE PROJETS MIS EN ŒUVRE PAR L'AFD ET D'AUTRES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

## PROJET PASFASS

“ PROJET  
PASFASS (TCHAD)  
POUR L'AUTONOMISATION  
SOCIALE DES FEMMES  
TCHADIENNES,  
FINANCÉ PAR L'AFD ”



Consultation prénatale (Tchad) © Clotilde Bertet.

Malgré de timides améliorations réalisées par le Tchad en termes de couverture sanitaire et de prestations, les indicateurs de santé restent toujours bas. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont notamment les plus élevés dans la sous-région (860 pour 100 000 naissances vivantes pour la mortalité maternelle, et 72 pour 1 000 naissances vivantes pour la mortalité infantile). Aux risques liés aux accouchements non-assistés s'ajoutent les conséquences sanitaires des mariages précoces et des accouchements précoces. L'âge médian à la première union est

de 16,1 ans pour les femmes de 25-49 ans. Les jeunes et les adolescent.e.s restent les grands absent.e.s de la fréquentation des structures de santé primaire. En outre, la dernière Étude Démographique et de Santé (EDS 2014) révèle une prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) de 83 % dans la région du Mandoul. Afin de répondre à ces nombreux enjeux qui se posent en matière de santé reproductive maternelle, néonatale, infantile, adolescente, de planning familial et de violences basées sur le genre, les ONG CARE, le Bureau d'Appui Santé et Environnement (BASE) et le Groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD) ont élaboré le Projet d'Autonomisation Sociale des Femmes tchadiennes par l'Accès aux Services de Santé et la prise en compte des violences basées sur le genre « PASFASS » qui est mis en œuvre depuis mars 2019 sur une durée de trois ans (2019-2022) dans les régions tchadiennes du Mandoul et du Logone Oriental.

Financé par l'AFD à hauteur de 5 millions d'Euros (2019-2021), le projet PASFASS met en œuvre des campagnes de sensibilisation dans les écoles de ces deux régions tchadiennes sur la santé reproductive, la planification familiale et contre l'excision, l'espace public (y compris les milieux scolaires) pouvant constituer des espaces à risque pour les femmes et les jeunes filles en matière de violence basée sur le genre.



PROJET

“ RENFORCEMENT  
DES SERVICES NATIONAUX  
D'ÉDUCATION  
COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ  
DANS LES ÉCOLES  
DE ZAMBIE ”



Depuis 2014, le gouvernement zambien a lancé un programme scolaire révisé, incluant une ECS, qui a été déployé de la 5<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année d'études dans toutes les écoles du pays. Ce projet vise plus globalement à renforcer les services de l'ECS destinés aux jeunes de 10 à 24 ans, dont ceux qui vivent avec le VIH et les jeunes en situation de handicap. L'ECS a également été intégrée dans la formation préalable des enseignants du primaire. Les enseignants en fonction ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités en matière d'enseignement de l'ECS. En décembre 2014, 12 852 enseignants ont été formés à un enseignement spécifique sur l'ECS. Du matériel d'enseignement et d'apprentissage a aussi été produit par le ministère de l'Éducation pour toutes les années d'études, et les fonctionnaires nationaux et provinciaux chargés des normes ont été formés au suivi de la qualité et de la mise en œuvre de l'ECS au niveau

des écoles. Une enquête initiale a examiné le niveau des connaissances des enseignants et des élèves ainsi que les points de vue. Le nouveau programme scolaire devrait être déployé dans toutes les écoles du pays. Certaines « écoles pilotes » doivent également offrir des programmes d'éducation par des pairs et des liens plus systématiques avec les services de santé.



Séance de sensibilisation au VIH/SIDA.  
© Stéphane Brabant - Afrikafun.



Cours d'éducation complète à la sexualité (Zambie).  
[www.unesco.org](http://www.unesco.org)

## PROJET EDUFI

# ACCÈS ET MAINTIEN À L'ÉDUCATION FONDAMENTALE DES FILLES ET GARÇONS DANS 4 COMMUNES RURALES DE L'ATACORA AU BÉNIN

Coordonné par l'ONG  
Plan International France  
et financé par l'AFD (744 000 €)

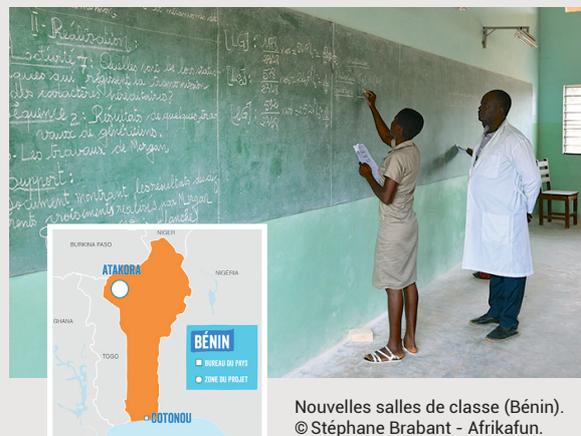


Au Bénin, malgré des avancées significatives au niveau de la scolarisation primaire, le système éducatif béninois reste fortement marqué par des inégalités d'accès et de maintien au sein du système scolaire. Ces inégalités sont fonction du genre, de la zone géographique, du milieu social des parents, mais également d'autres facteurs de vulnérabilité et de marginalisation tels que le handicap. Elles sont plus importantes dans les zones rurales et pauvres, telles que le département de l'Atacora au nord-ouest du pays, où, en 2012-2013, 45 % des filles et 53 % des garçons allaient à l'école.

Financé par l'AFD par le biais de la Facilité d'innovation sectorielle des ONG (FISONG), le projet Edufi « Accès et maintien à l'éducation fondamentale des filles et garçons dans 4 communes rurales de l'Atacora au Bénin » vise à accompagner des élèves nouvellement scolarisé·e·s dans les écoles ou dans les collèges (par un système de tutorat et de suivi éducatif renforcé), et les associations de parents d'élèves (en particulier celles regroupant les mères) pour la mise en place de cantines scolaires. Ce projet a également pour objectif de former des enseignant·e·s et du personnel éducatif sur les méthodes d'éducation inclusive et sensible au genre, en parallèle de la mise en œuvre de campagnes radiophoniques de sensibilisation sur les droits de l'enfant, l'égalité de genre et l'éducation inclusive. Coordonné par Plan International France pour une durée de plus de 3 ans (2017-2020) et mis en œuvre en coordination avec des partenaires institutionnels

(les différents ministères en charge de l'enseignement et leurs représentations départementales) et la société civile béninoise (en particulier la Coalition béninoise des Organisations pour l'Éducation pour tous, Social Watch Bénin, et le Centre béninois pour le développement des initiatives à la base), ce projet d'éducation inclusive touche 12 villages dans les 4 communes de Boukombé, Cobly, Kérou et Kouandé, situées dans le département de l'Atacora, où plus de 54 % de la population a moins de 15 ans.

Par ces actions, le projet contribue à l'accès et au maintien des filles au sein du système scolaire. Il vise également à replacer les communautés au cœur du pilotage et de la gestion des services éducatifs, formels et informels, en développant des actions spécifiques sur les questions de perception de l'égalité de genre et sur l'éducation inclusive basées sur la production de nouveaux outils : campagnes radiophoniques sur l'éducation inclusive ; formation de clubs d'écoute dans les villages ; élaboration de codes de bonne conduite pour la non-discrimination et l'inclusion en lien avec le développement de mécanismes de détection et de sanctions des violences commises en milieu scolaire ; projections itinérantes de clips de sensibilisation via un vidéobus ; identification de « jeunes ambassadeurs » à l'éducation dans les villages du projet ; formation des enseignant·e·s et des éducatrices à l'éducation inclusive et sensible au genre, avec la constitution d'un pool de formateurs et de formatrices. L'ensemble de ces activités doit alimenter un plaidoyer en direction des autorités locales et nationales afin de s'assurer de la prise en compte de l'éducation inclusive dans les politiques publiques éducatives.



Nouvelles salles de classe (Bénin).  
© Stéphane Brabant - Afrikafun.



## ENSEIGNEMENTS ET BONNES PRATIQUES

**Sur la base d'une lecture analytique de plusieurs projets financés par l'AFD et d'autres acteurs de la coopération (institutionnels et associatifs), plusieurs enseignements et bonnes pratiques peuvent être partagés, comme éléments favorisant la réussite de projets en matière d'ECS.**

▶ Les projets d'ECS doivent être **sexospécifiques et non stigmatisants**. Ils doivent promouvoir une **approche positive de la sexualité**, avec le recours à des messages adaptés à l'âge afin de favoriser une prise de décision graduelle, mûre et éclairée. Ces projets ont plus d'impact lorsqu'ils adoptent une **approche intégrée de l'égalité de genre**, en abordant ces enjeux dans leurs dimensions civile, politique, économique, sociale et culturelle afin de questionner de façon transversale les normes de genre (perceptions et réalités).

▶ Les programmes d'ECS doivent s'adresser **aux jeunes de tout âge et de tout milieu social**. L'ECS doit commencer avant le début de l'activité sexuelle afin de répondre à l'évolution des besoins des jeunes en termes de connaissances, d'attitudes et de comportements. Il existe plusieurs moyens efficaces d'impliquer les jeunes dans les programmes d'ECS. L'un d'eux consiste à les associer de manière active à l'élaboration des programmes sur la base d'une analyse préalable conjointe des besoins éducatifs, tout en intégrant des éléments sur la dignité, la diversité et la lutte contre les discriminations.

▶ Les programmes d'ECS doivent être accessibles en tenant compte de **vulnérabilités spécifiques** (minorités ethniques, religieuses ou sexuelles, migrant.e.s, populations marginalisées, et en situation de handicap). Les projets d'ECS doivent s'assurer qu'ils intègrent et ciblent les populations les plus marginalisées en contexte de paix, de crise ou de transition afin de décupler les effets de ces projets.

▶ L'apprentissage n'est efficace que dans un environnement d'apprentissage sûr et sain, dans lequel les enseignant.e.s et les apprenant.e.s se trouvent à l'abri de la menace, de la stigmatisation, du harcèlement, de la discrimination ou de la violence. La sécurité est une problématique aussi bien en milieu scolaire qu'extrascolaire, y compris sur le trajet emprunté par les jeunes entre leur domicile et l'école ou l'espace d'apprentissage. Toutes les personnes impliquées dans l'apprentissage, y compris le personnel éducatif, doivent être en sécurité. Le **lieu d'apprentissage** de l'ECS doit être un **espace de tolérance zéro** interdisant tout harcèlement ou discrimination. La production d'un **code de bonne conduite** à destination du personnel éducatif et des jeunes doit garantir la confidentialité lors de signalements de harcèlement ou de violence. C'est l'une des actions phares développées dans le cadre du projet coordonné par Plan International France portant sur l'accès et le maintien à l'éducation fondamentale des filles et garçons dans 4 communes rurales de l'Atacora au Bénin (cf. p.7) et financé par l'AFD.

▶ Les programmes d'ECS doivent être développés **au sein du système scolaire**, mais également **en dehors du cadre scolaire formel** (notamment en milieu communautaire) afin de concrétiser le droit à l'ECS comme un droit effectif, accessible sans discrimination. C'est le cas du projet coordonné par Plan International France portant sur l'accès et le maintien à l'éducation fondamentale des filles et garçons dans 4 communes rurales de l'Atacora au Bénin qui développe des actions de sensibilisation à l'éducation inclusive et sensible au genre dans le système éducatif et en dehors de ce système.

▶ **Les hommes et les garçons** ont un rôle important à jouer dans la lutte contre les stéréotypes et le changement de normes, afin de ne pas faire reposer la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes filles uniquement sur elles-mêmes. Il faut donc veiller à bien les inclure dans ces programmes éducatifs (formels ou informels) ou dans les campagnes de sensibilisation publique.



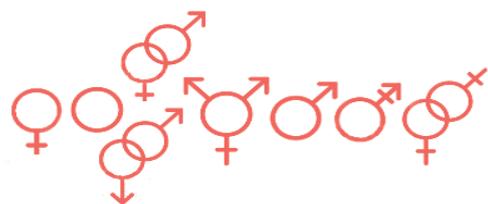
Séance de sensibilisation au VIH/SIDA (Bénin).  
© Stéphane Brabant – Afrikafun.

▶ Le succès des projets d'ECS repose en grande partie sur **l'engagement et la formation des enseignant.e.s. et du personnel éducatif**. L'ECS doit s'appuyer sur des **méthodes pédagogiques interactives, transformatives** et variées dans les domaines de l'apprentissage cognitif, affectif et basé sur les compétences, afin de développer les aptitudes à la réflexion critique, de mieux déconstruire les stéréotypes et de mieux appréhender les différentes dimensions de la sexualité (corporelle, affective et sociale). Les enseignants doivent bénéficier de formation spécifique sur l'ECS afin de baser cet enseignement sur des compétences, et favoriser une approche positive du sujet. Les parents et les associations de parents, tout comme le personnel de santé, jouent également un rôle de vecteur clef dans la sensibilisation à l'éducation inclusive et sensible au genre.

▶ Les projets d'ECS sont d'autant plus impactants qu'ils concourent, par des actions de plaidoyer menées par une **variété d'acteurs ou de coalitions** (ministères, élu.e.s, médias, parents, chefs religieux, éducateurs, éducatrices, responsables de groupes de jeunes et associations de la société civile) au niveau local, régional, national et international), à ce que l'ECS fasse **partie intégrante des politiques publiques sectorielles en lien avec l'éducation**. Ces projets sont perçus comme plus légitimes s'ils s'inscrivent dans un cadre légal national. Pour être pris en compte, les programmes d'ECS doivent être intégrés dans des **plans et budgets gouvernementaux**, avec une obligation de **redevabilité**.

▶ Pour être perçus comme crédibles et impartiaux, les projets d'ECS doivent se baser sur des informations complètes, exactes et vérifiées, avec le recours à des **messages culturellement et socialement adaptés**, afin de concrétiser l'effectivité du droit des jeunes à l'information. Dans ce cadre, les **nouvelles technologies de l'information** peuvent décupler les effets escomptés sur le plan de l'ECS, à condition que le personnel éducatif et les jeunes ciblés par ces services aient été préalablement formés et soient accompagnés à l'utilisation de ces nouvelles technologies.

▶ Les projets d'ECS qui incluent une composante **recherche-action** permettent de mieux comprendre certains paramètres sociétaux expliquant des difficultés d'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. Ils peuvent nourrir les objectifs généraux et les orientations pédagogiques de projets d'éducation formelle ou informelle.

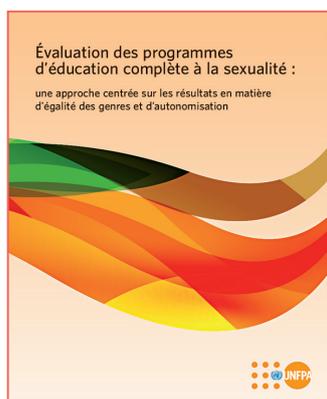




# EXEMPLES D'OUTILS EXISTANTS SUR L'APPROCHE PAR LES DROITS ET LE SUJET CIBLE

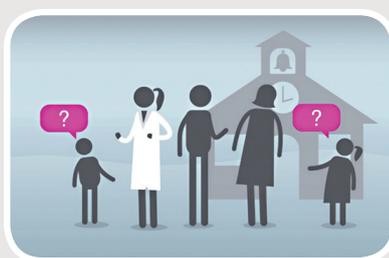
## Évaluation des programmes d'éducation complète à la sexualité : une approche centrée sur les résultats en matière d'égalité des genres et d'autonomisation, Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)

Fruit d'une réunion d'experts internationaux et nationaux co-organisée en octobre 2014 par différentes institutions spécialisées des Nations unies et la Fédération internationale pour le planning familial (IPPF), rassemblant praticiens, chargés d'évaluation de programmes et chercheur.e.s du monde entier, ce rapport examine un large éventail d'évaluations portant sur plusieurs programmes d'ECS, en analysant en particulier les résultats obtenus en matière d'autonomisation et d'égalité des genres, et le degré d'adaptation des méthodologies selon les contextes et l'âge des jeunes et des enfants. Ce rapport analyse notamment les programmes d'enseignement de 10 pays d'Afrique orientale et australe (Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Namibie, Ouganda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe) et propose un diagnostic de la situation de l'ECS en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il aborde également, dans un chapitre spécifique, l'ECS dans la formation des enseignants en Afrique orientale et australe et l'outil SERAT, outil d'évaluation de référence en la matière. Ce rapport propose une série de principes de base pour la mise en œuvre de programmes traitant de l'ECS, ainsi que des grilles et schémas pouvant faciliter le suivi et l'évaluation de programmes d'ECS.



### VIDÉO

#### « Être jeune : l'éducation complète à la sexualité », UNESCO



Cette courte vidéo revient sur la définition de l'ECS et pose les principaux enjeux de l'ECS en termes de développement personnel et d'égalité de genre. Très didactique, elle revient sur les responsabilités des acteurs de l'ECS (enseignant.e.s, personnels éducatifs, parents, professionnel.l.e.s de santé). Elle insiste également sur le fait que les enseignements de l'ECS doivent être calibrés selon l'âge des enfants et des adolescent.e.s, et être culturellement adaptés.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Pour aller plus loin :  
vidéo. « Être jeune :  
l'éducation complète  
à la sexualité »,  
UNESCO, 2016, 3'26 minutes,  
[https://www.youtube.com/  
watch?v=N8zdKmpCMow](https://www.youtube.com/watch?v=N8zdKmpCMow)

Pour aller plus loin :  
*Évaluation des programmes d'éducation complète à la sexualité : une approche centrée sur les résultats en matière d'égalité des genres et d'autonomisation*, Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), 2015, 60 pages,  
[https://www.unfpa.org/sites/default/files/  
pub-pdf/UNFPAEvaluation\\_FR.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPAEvaluation_FR.pdf)

# SOURCES DOCUMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

## Documents de stratégies sectorielles

*L'action extérieure de la France sur les enjeux de population, de droits et santé sexuelle et reproductive (2016-2020)*, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2016, 27 pages, [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dssr\\_fr\\_cle0b152c.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dssr_fr_cle0b152c.pdf)

*Cadre d'intervention Santé et protection sociale*, Agence Française de Développement, décembre 2015, 64 pages, <https://www.afd.fr/fr/ressources/cadre-d-intervention-sante-et-protection-sociale>

*Stratégie de l'UNESCO sur l'éducation pour la santé et le bien-être : contribution aux objectifs de développement durable*, 2016, 25 pages, [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000246453\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000246453_fre)

## Études, articles, rapports et évaluations

*L'action extérieure de la France sur les enjeux de population, de droits et santé sexuelle et reproductive (2016-2020)*. Rapport de redevabilité à mi-parcours, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, décembre 2018, 18 pages, [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_de\\_redevabilite\\_dos\\_dssr\\_v2\\_cle02eeb1.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_de_redevabilite_dos_dssr_v2_cle02eeb1.pdf)

*Adolescent Sexual and Reproductive Health Programmes in Humanitarian Settings: An in depth look at family planning services*. Women's Refugee Commission, Save the Children, UNHCR, UNFPA, December 2012, 43 pages, [http://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/AAASRH\\_good\\_practice\\_documentation\\_English\\_FINAL.pdf](http://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/AAASRH_good_practice_documentation_English_FINAL.pdf)

*Éducation sexuelle complète: nouveaux éléments d'information, enseignements et pratiques: une étude mondiale*, UNESCO, 2015, 47 pages, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000247010>

Haberland, Nicole A., *The Case for Addressing Gender and Power in Sexuality and HIV Education: A Comprehensive Review of Evaluation Studies*, Guttmacher Institute, *International perspectives on sexual and reproductive health*, March 2015, Vol. 41, Issue 1, pp. 31 à 42, <https://www.guttmacher.org/journals/ipsrh/2015/03/case-addressing-gender-and-power-sexuality-and-hiv-education-comprehensive>

*School-based sexuality education programmes. A Cost and Cost-Effectiveness Analysis in Six Countries. Executive summary*, UNESCO, May 2011, 34 pages, <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/CostingStudy.pdf>

*Switched on : sexuality education in the digital space*, UNESCO, 2020, 15 pages, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372784>

## Outils méthodologiques

*Document du processus de mise en œuvre de l'éducation sexuelle complète, Togo*, UNFPA, document financé sur le Fonds français Muskoka, 2014, <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Togo.pdf>

*Orientations sur les aspects éthiques à prendre en considération pour planifier et examiner des recherches sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents*, OMS, 2019, 52 pages, [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/280148/9789242508413\\_fre.pdf?ua=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/280148/9789242508413_fre.pdf?ua=1)

*Orientations opérationnelles de l'UNFPA pour l'éducation complète à la sexualité. Une approche axée sur les droits de l'homme et l'égalité des genres*, 2014, 86 pages, [https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA\\_Operational\\_Guidance\\_FR\\_-Website.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA_Operational_Guidance_FR_-Website.pdf)

*Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité. Une approche factuelle*, UNESCO, Édition révisée, 2018, 164 pages, <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/266214fre.pdf>

*Un seul programme Volume 1 : guide pour une approche pédagogique unifiée de la sexualité, du genre, du VIH et des droits humains*. Document réalisée par une initiative internationale associative pluri-acteurs, notamment Mexfam et Population Council, 2009, 296 pages, [https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2011PGY\\_ItsAllOneGuidelines\\_fr.pdf](https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2011PGY_ItsAllOneGuidelines_fr.pdf)

## Vidéos, capsules vidéos et documentaires

*Être jeune : l'éducation complète à la sexualité* (UNESCO, 2016, 3'26 minutes), <https://www.youtube.com/watch?v=N8zdKmpCMOw&feature=youtu.be>

*Trailer de la série C'est la vie !* <https://actu.orange.fr/societe/videos/c-est-la-vie-la-serie-a-succes-de-l-afrique-de-l-ouest-CNT000019uG0H.html>

## Sites web

(pages dédiées à l'éducation complète à la sexualité)

AFD, <https://www.afd.fr/fr/page-thematique-axe/sante-et-protection-sociale>

Institut Guttmacher, [https://www.guttmacher.org/sites/default/files/report\\_downloads/boite-a-outils-demystifier-les-donnees-documentation-complementaire.pdf](https://www.guttmacher.org/sites/default/files/report_downloads/boite-a-outils-demystifier-les-donnees-documentation-complementaire.pdf)

Knowledge 4 Health Project, <https://knowledgesuccess.org/resources/k4health-toolkits/>

OMS, <https://www.who.int/reproductivehealth/fr/>

UNESCO, [https://hivhealthclearinghouse.unesco.org/library/search/\\_all\\_/theme/sexuality-education](https://hivhealthclearinghouse.unesco.org/library/search/_all_/theme/sexuality-education)

UNFPA, <https://www.unfpa.org/fr/%C3%A9ducation-compl%C3%A8te-%C3%A0-la-sexualit%C3%A9>

## Groupe AFD

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et bientôt d'Expertise France, agence de coopération technique, le groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

[www.afd.fr](http://www.afd.fr)



Cette fiche a été élaborée par ND Consultance sous la supervision du Département Stratégie, Prospectives et Relations institutionnelles (SPR) et de la Division Santé et protection sociale (SAN) du Département Transition démographique et sociale de l'AFD, avec le concours de la Division des Organisations de la Société Civile (OSC), de la Cellule lien social (CLS) et du Département ECO de la Direction Innovation Recherche et Savoirs (IRS/ECO)

**Contact AFD** : [lamaraf@afd.fr](mailto:lamaraf@afd.fr) (Farid Lamara, SPR)